



**L'UNION ECONOMIQUE EURASIATIQUE :  
QUELLES AMBITIONS RUSSES ? QUELS RESULTATS ?**

Par Constance GAUTHIER

**LES PUBLICATIONS**



**LES JEUNES  
IHEDN**

## A PROPOS DE L'ARTICLE

Le 29 mai 2019, les pays membres de l'Union Economique Eurasiatique (UEE) se sont réunis au Kazakhstan pour fêter les 25 ans de la signature du traité de l'union douanière, devenue l'UEE en 2015. A cette occasion, Vladimir POUTINE constate que « dans chaque secteur, environ 90 % de ce qui était prévu dans le traité n'a pas été rempli. »<sup>1</sup>. L'UEE est née de la volonté des anciens pays de l'URSS de reconstruire leur potentiel économique et de s'assurer un poids dans l'économie mondiale. Malgré le grand potentiel économique et démographique de cette union, le bilan au cours des dernières années reste mitigé. S'il y a eu des résultats sur le plan économique, il y a cependant des fragilités internes à l'union qui entravent son potentiel. Cet article propose d'analyser plus profondément les raisons de la création de l'union, et d'en confronter les espérances et les déceptions.

## A PROPOS DE L'AUTEUR



**Constance GAUTHIER** est en deuxième année à l'Ecole Normale Supérieure de Paris Saclay en sciences sociales, en double cursus avec HEC Paris. Passionnée par la géopolitique et les enjeux de sécurité défense, elle est aussi responsable publication du comité Europe des Jeunes IHEDN.

*Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle.*

---

<sup>1</sup> ORCIER Pascal, "L'Europe entre associations, alliances et partenariats. L'état de l'Union européenne, de la zone euro, de l'espace Schengen et de l'Otan au 1er juillet 2020 », *Géococonfluences*, le 11/06/19, disponible en ligne via: <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/territoires-europeens-regions-etats-union/articles-scientifiques/EurDoc13.htm#section-0>

## Introduction

En mars 2020, le rouble s'est effondré, atteignant son niveau le plus bas depuis 2016<sup>2</sup> : les dialogues entre l'OPEP et les autres pays producteurs de pétrole (OPEP+) n'ont pas abouti à la mise en place d'une stratégie commune pour réduire la production de pétrole et ainsi remédier aux conséquences économiques de la faible demande d'hydrocarbure à la suite de la pandémie mondiale. La Russie s'est opposée à une baisse des prix ; en conséquence le prix du baril est maintenant autour des 30 dollars, ce qui a des répercussions sur le cours du rouble. Au-delà de la Russie, c'est l'ensemble des pays membres de l'Union Economique Eurasiatique (UEE) qui en subissent les conséquences. En effet, la monnaie principale de ces pays est le rouble et leur première source de commerce est le pétrole.

L'entrée en vigueur de l'UEE s'est faite en 2015 et réunit aujourd'hui cinq États : La Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Bélarus, l'Arménie et le Kirghizistan. Fondée sur le modèle de l'Union Européenne, l'objectif de l'UEE est d'intégrer économiquement les pays membres et de développer le potentiel industriel régional. Cependant, les poids politique et économique sont inégaux puisque la Russie domine les autres pays membres. Le projet économique eurasiatique est avant tout un projet piloté par Moscou. Par conséquent, plusieurs limites émergent. Premièrement, l'importance de la Russie dans le projet économique de l'UEE invite à s'interroger sur la pérennité de l'union, et sur les ambitions russes sous-jacentes : l'UEE n'est-elle qu'un outil au service de l'économie russe ? De plus, malgré le potentiel de l'UEE, les tensions et désaccords internes à l'union l'empêchent d'avoir un projet cohérent orienté vers le long terme. Enfin, en raison de son trop mince progrès économique au cours des dernières années, et face à la montée en puissances de pays comme la Chine, l'UEE se voit contrainte de coopérer avec eux, malgré les réticences de Moscou et les écarts idéologiques et politiques.

Quel est l'état de l'UEE aujourd'hui ? Quelle place occupe-t-elle au sein des puissances économiques mondiales ? Quel sort la Russie réserve-t-elle à cette union qu'elle pilote largement ? A quels obstacles et défis l'UEE est-elle confrontée ?

---

<sup>2</sup> « L'Union économique eurasiatique : pragmatisme économique, pragmatisme géopolitique ou recomposition d'un « bloc » ? », dans *Association Internationale des Soldats de la Paix*, le 07/04/20, disponible en ligne via: <http://www.aisp.fr/publications/articles-scientifiques/lunion-economique-eurasiatique-pragmatisme-economique-pragmatisme-geopolitique-ou-recomposition-dun-bloc>

## UEE : Un projet et des ambitions russo-centrées

L'idée d'une union économique proposant un projet d'intégration économique et de reconstruction du potentiel industriel régional s'inscrit dans les débats des années 2000, suite à l'effondrement du bloc soviétique. Il s'agit d'un instrument de modernisation économique par lequel les économies et entreprises régionales peuvent trouver un marché qui justifie les investissements nécessaires à leur développement et rétablir une compétitivité à l'échelle mondiale. Cette union économique est structurée autour d'un marché commun et d'un espace de libre-échange. Elle dispose aussi d'une commission visant à une harmonisation politique et économique des pays.

Quelques chiffres pour comprendre le poids démographique et économique de l'UEE : c'est une union qui regroupe 183 millions d'habitants, avec un PIB de 1,9 milliards d'euros. Ses principaux atouts sont ses matières premières et son agriculture : elle contient sur son territoire 1/5e des réserves mondiales d'hydrocarbures — dont 3,8% des réserves mondiales pétrolières<sup>3</sup>. L'union est particulièrement déséquilibrée à cause de la Russie qui occupe une place prépondérante : celle-ci représente 85% de la superficie de l'Union et 86% du PIB, soit un PIB 10 fois supérieur à celui du Kazakhstan, de la Biélorussie et de l'Arménie<sup>4</sup>. Elle représente aussi 98% des flux commerciaux entre les cinq acteurs de l'Union. Les Etats membres ont eux-mêmes de fortes disparités économiques, comme en témoigne la part de chacun dans le PIB global de l'union : Kazakhstan (7,7 %), Biélorussie (3,5 %), Arménie (1 %) et Kirghizistan (1 %)<sup>5</sup>. C'est aussi la Russie qui attire le plus d'investisseurs, même si le Kazakhstan, l'Arménie et la Biélorussie développent de plus en plus leurs marchés, dans les domaines pharmaceutiques, des transports et de la construction notamment. Ces disparités s'expliquent principalement par le poids de la crise de 2008, à la suite de laquelle les économies régionales n'ont pas réussi à se reconstruire, les plus pénalisées étant les économies biélorusse et kirghize. Le commerce extérieur des pays s'est contracté de 60%<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> MAUFRAIS Pauline, "L'Union économique eurasiatique, un nouveau modèle d'intégration ? », dans *Nouvelle Europe*, le 21/11/17, disponible en ligne via: <http://www.nouvelle-europe.eu/l-union-economique-eurasiatique-un-nouveau-modele-d-integration>

<sup>4</sup> PASQUIER Daniel, « Quel avenir pour l'Union économique eurasiatique ? », *Regards Est*, le 02/04/17, disponible en ligne via: <http://regard-est.com/quel-avenir-pour-l-union-economique-eurasiatique-2>

<sup>5</sup> <http://regard-est.com/quel-avenir-pour-l-union-economique-eurasiatique-2>

<sup>6</sup> VERCUEIL Julien, « L'Union Économique Eurasiatique au prisme de la Russie », *CREE*, INALCO, Juillet 2014, disponible en ligne via: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01421892/document>

Les principaux partenaires commerciaux de l'union sont l'Union Européenne et la Chine. L'UE représente 20% des échanges commerciaux, dont 90% des exportations, et 10% des investissements. Elle est aussi le principal partenaire de l'Arménie, de la Géorgie et de la Moldavie. L'UEE exerce une attractivité croissante pour les pays qui cherchent à s'ouvrir au marché eurasiatique et signer des accords bilatéraux, comme Singapour, l'Iran, Israël, le Chili et le Vietnam. L'UEE signe avec ce dernier un accord de libre-échange en 2015, par lequel le Vietnam importe les énergies russes en contrepartie du savoir-faire et de l'exportation d'automobiles.

La prédominance russe, autant sur le plan économique et politique que sur le plan culturel, ainsi que dans les mentalités régionales, pourrait être perçue comme tentative de rétablir le rayonnement de la Russie du temps de l'URSS. L'ambition de Vladimir Poutine est bien de restaurer la puissance russe avec l'union eurasiatique comme outil politique principal. Cependant, le projet est moins de reconstruire l'URSS que d'assurer la modernisation économique du pays via un marché commun. L'UEE est-elle vraiment un simple outil visant à renforcer la puissance économique russe ? Quelle est la stratégie russe ?

La volonté de maîtriser les développements dans les régions voisines répond à l'inquiétude de la Russie d'être de plus en plus contestée dans sa prédominance historique par l'Europe, les Etats Unis et la Chine. La maîtrise de l'ancien territoire de l'Union soviétique continue à être perçue par la Russie comme une condition de valorisation de son statut de puissance régionale mais aussi globale<sup>7</sup>. Les objectifs de la Russie pour l'UEE sont diplomatiques et politiques, ils visent à soustraire les pays à l'influence européenne, qui restent très liés et dépendants de l'Union Européenne. La stratégie de la Russie passe donc notamment par l'économie. Pour 2020, sur le territoire national autant que pour l'Eurasie, elle se concentre sur l'industrie de transformation et de diversification des secteurs de l'économie. Il s'agit de constituer une base industrielle d'une taille suffisante pour que les entreprises puissent trouver un marché justifiant les investissements nécessaires à leur modernisation. L'objectif est de parvenir à développer un marché suffisamment important pour nourrir l'accroissement d'une industrie indépendante des brevets occidentaux.

---

<sup>7</sup> FACON Isabelle, « La politique étrangère sous Poutine III: quels choix de partenariats pour la Russie? », *Fondation pour la recherche stratégique*, 2012. Disponible en ligne via : <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2012/201204.pdf>

Cependant malgré ces ambitions et ces objectifs, la conclusion en 2020 est que les objectifs russes n'ont pas été atteints pour l'UEE. Celle-ci ne semble pas en mesure d'apporter les bénéfices attendus à l'économie russe. En effet, il y a eu très peu de progrès au cours. On peut dès lors s'interroger sur les résultats et limites de l'UEE.

### **Un bilan discutable : entre accroissement des flux commerciaux et tensions intra et extra eurasiatiques**

Le 29 mai 2019 les pays membres de l'UEE se sont réunis au Kazakhstan pour fêter les 25 ans de la signature du traité de l'union douanière, qui a donné naissance à l'UEE en 2015. C'est à cette occasion que Vladimir POUTINE constate que « dans chaque secteur, environ 90 % de ce qui était prévu dans le traité n'a pas été rempli. »<sup>8</sup> Le bilan de l'UEE au cours des dernières années est un bilan mitigé. S'il y a eu des résultats sur le plan économique, il y a cependant des fragilités internes à l'union qui entravent son potentiel.

Les premiers signes de succès économiques de l'union douanière se sont révélés dès 2012 : les échanges commerciaux entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie ont augmenté de 87% de 2010 à 2012<sup>9</sup>, alors qu'ils n'avaient augmenté que de 50% avec le reste du monde. Certains pays ont également vu leur commerce progresser, comme le Kazakhstan pour qui le commerce a augmenté de 31% entre 2011 et 2012, et continuer dans les années après. Le pays a aussi réduit sa dépendance à la Chine en accédant aux oléoducs russes pour atteindre le marché européen. La Biélorussie a pu accroître sa fonction industrielle. Les relations économiques entre les pays membres semblent donc aller de mieux en mieux, bien que la part de biens à haute valeur ajoutée échangés soit faible. Le plan de relance économique lancé après 2014 contribue aussi aux résultats positifs de l'UEE dans les dernières années.

Le succès économique et politique de l'UEE s'est pourtant vu freiné par plusieurs facteurs, externes comme internes.

---

<sup>8</sup> ORCIER Pascal, "L'Europe entre associations, alliances et partenariats. L'état de l'Union européenne, de la zone euro, de l'espace Schengen et de l'Otan au 1er juillet 2020 », *Géococonfluences*, le 11/06/19, disponible en ligne via: <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/territoires-europeens-regions-etats-union/articles-scientifiques/EurDoc13.htm#section-0>

<sup>9</sup> CLERC Johanna, "Avec l'Union eurasiatique, Poutine lance une nouvelle dynamique », *Solidarité et Progrès*, le 29/01/14, disponible en ligne via: <https://solidariteetprogres.fr/actualites-001/avec-l-union-eurasiatique-poutine-lance-une.html>

Premièrement, l'UEE fait face à un contexte international défavorable. La Russie a été déstabilisée par le conflit avec l'Ukraine et leurs dissensions énergétiques et politiques. La rupture s'est faite en 2014, date à partir de laquelle l'UEE perd l'espoir de voir ce puissant partenaire potentiel intégrer l'Union. L'Ukraine est un pays clé pour l'UEE : le pays regroupe 45 millions d'habitants et dispose du second plus important potentiel industriel de la région. A eux seuls, la Russie et l'Ukraine auraient permis à l'UEE d'atteindre la taille nécessaire pour accroître la compétitivité du secteur de production, ce qui aurait permis de faire face, au moins sur le marché intérieur, à la concurrence des entreprises européennes, américaines et chinoises. La tragédie diplomatique de 2014 a créé des tensions entre la Russie et les autres pays membres qui entretiennent toujours des relations avec l'Ukraine et que la Russie cherche à éloigner de son ennemi. La Biélorussie et le Kazakhstan se sont notamment opposés à ce que l'Ukraine soit exclue du marché douanier. Globalement, l'affaire ukrainienne a isolé la Russie sur la scène internationale. Par répercussion, l'union a souffert des sanctions économiques imposées sur la Russie et des restrictions au niveau des coopérations. De plus, la sortie de l'Ukraine de la sphère d'influence russe a porté un énorme coup au potentiel de l'UEE : sans l'Ukraine, l'UEE n'est jamais parvenue à obtenir une crédibilité internationale. On peut se demander si la crise ukrainienne n'est pas le signe de l'impossible d'une intégration eurasiatique crédible.

Pour relativiser les chiffres exprimés plus haut, le bilan économique et commercial de l'UEE reste douteux. Les flux commerciaux intra et extra union se sont contractés de 14,3 et 17,2% entre 2015 et 2016<sup>10</sup>.

Les limites du bilan de l'UEE viennent aussi de problèmes internes tels que la dévaluation des devises nationales et la hausse du coût de la vie en Biélorussie, au Kazakhstan et au Kirghizistan. La prédominance russe en matière économique implique que les variations de la croissance russe ont des répercussions conséquentes sur les pays de l'Union. Par exemple en 2015, l'activité russe avait baissé de 3,7% ce qui a diminué les échanges entre pays de la zone de 33%<sup>11</sup>.

Le principal obstacle à l'harmonisation et au fonctionnement de l'UEE tient à la divergence entre les ambitions politiques et économiques des membres de l'union, et leurs craintes et

---

<sup>10</sup> Op. cit. <http://regard-est.com/quel-avenir-pour-lunion-economique-eurasiatique-2>

<sup>11</sup> Op. cit. <http://www.nouvelle-europe.eu/l-union-economique-eurasiatique-un-nouveau-modele-d-integration>

méfiances, résultant d'une incompréhension fondamentale sur les objectifs à donner à l'union. D'une part, la prédominance russe fait que le pays pilote la quasi-entité de l'union qui n'est d'ailleurs qu'un moyen mobilisé au service de l'économie russe. D'autre part, il n'y a pas de spécialisation propre à chaque pays permettant de multiplier les échanges. Les pays sont interdépendants en matière énergétique ce qui rend les discussions difficiles. Les dialogues et accords sont d'autant plus compliqués que ces divergences d'intérêts varient selon le poids des pays. Par exemple, les acteurs de l'union n'ayant qu'un faible poids n'ont pas vu d'intérêt dans le projet d'une monnaie et politique agricole communes. Malgré la structure formelle et cohérente voulue par la Russie, les pressions conservatrices et protectionnistes des pays ont empêché de mettre en place des politiques énergétiques et financières qui auraient pu changer la donne. Le marché n'est pas encore assez intégré sur le plan régional pour commencer à mettre en place des politiques régionales.

Soucieux de la prépondérance russe, les pays membres cherchent à établir des liens avec d'autres puissances, notamment dans le cadre de la politique européenne de voisinage (2004) et du partenariat oriental (2009). Dans ces cadres, l'Arménie joue un rôle important pour l'Union Européenne<sup>12</sup>. Ainsi, on constate que la Russie n'est pas toujours en mesure de limiter les liens diplomatiques et les stratégies politiques de ses partenaires, indépendants depuis 1991, ce qui pose une grande limite à sa propre stratégie diplomatique.

Enfin, l'UEE souffre de faiblesses institutionnelles, sur le plan de la qualité des institutions qui doivent assurer l'efficacité économique de l'union.

Globalement, l'UEE présente des résultats décevants pour les dirigeants russes ainsi qu'au plan international. L'union n'a pas le poids qu'elle pourrait avoir, pour les raisons expliquées. Il n'y a eu que très peu de progrès au cours des dernières années, ce qui inquiète quant à la stratégie à long terme de l'union. L'UEE est-elle suffisante pour assurer le développement de la région au long terme ? Quelles dynamiques s'offrent à elle pour le futur ?

## **Dynamiques futures : l'UEE face à d'autres acteurs**

Dans les dernières années, il est devenu clair que le centre géopolitique mondial est en train de se déplacer vers l'Eurasie, en particulier à travers le leadership russe et chinois, ainsi qu'avec

---

<sup>12</sup> <https://www.senat.fr/rap/19-188/19-1885.html>



la coopération d'une multitude de puissances qui se rattachent aux deux premières. La Russie obéit au principe de multipolarité, comme stratégie pour briser l'unipolarité de l'occident.

La particularité structurelle de l'UEE est que les pays membres sont pris dans un entre deux, entre l'Union Européenne et l'Asie, deux grands marchés. La relation trilatérale est donc ambiguë. L'UEE cherche à la fois à s'imposer comme contrepoids oriental à l'UE et à la Chine, tout en tirant profit des économies européennes et asiatiques. En résulte un manque de cohérence et d'unicité commerciale assurant l'intégrité économique de l'UEE, n'en déplaise à Moscou : le Kazakhstan et le Kirghizistan sont ouverts à la fois au marché européen et asiatique. Si la Chine s'est imposée dans les dernières années comme un partenaire stratégique pour le développement de l'UEE, elle reste un défi pour l'union qui subit une concurrence chinoise de plus en plus forte et n'est pas de taille à se mesurer aux projets chinois.

L'UEE se voit de plus en plus contrainte de se tourner vers la Chine. La Chine reste le premier investisseur dans la zone et un des premiers partenaires commerciaux : 55% des importations actuelles du Kirghizistan viennent de Chine. En 2012, cette dernière annonce un projet d'investissement de 10 milliards de dollars dans la région (dans le domaine des hydrocarbures, de l'énergie, de l'hydroélectricité, et des voies de communication.). Les partenariats avec la Chine sont de plus en plus étroits depuis la crise économique de 2008 et la crise ukrainienne. La relation stratégique entre la Russie et la Chine est fondée sur le principe d'égalité et de non-ingérence dans les affaires internes et externes des Etats, mais surtout, ils sont unis par la volonté commune de faire face à l'impérialisme et l'unipolarité occidentaux. Ils sont donc prêts à collaborer pourvu que cela leur permette de se montrer menaçants aux yeux de l'Occident et de rendre le monde multipolaire. L'UEE tire certains profits du projet chinois de Belt and Road initiative (BRI). En 2015, la Russie et la Chine signent une déclaration par laquelle ils s'engagent à rechercher des coopérations sur des projets dans le cadre de la mise en œuvre du fuseau économique de la route de la soie en y intégrant l'UEE. Ces projets consistent surtout en des infrastructures de transport dont l'UEE a besoin pour son développement. D'autre part, la Chine déploie son arsenal financier à un moment où la Russie n'est plus en mesure d'assurer le financement de ses grands projets dans le cadre de l'Eurasie, notamment la construction de cinq centrales hydroélectriques au Kirghizistan. Des divergences se font remarquer entre les deux projets économiques : d'une part l'UEE est une des seules unions douanières à avoir un commerce intérieur déficitaire avec une balance commerciale intérieure qui passe de -11% à -

25% en 2015<sup>13</sup>, tandis que la BRI représente un potentiel d'investissements estimés à 21 000 milliards de dollars, et dispose d'institutions financières comme la China Development Bank et la Silk Road Fund. Il y a donc une asymétrie fondamentale sur tous les plans entre les deux structures. Quoi qu'il en soit, une des raisons de l'accueil favorable que reçoit la Chine en Eurasie est qu'elle ne politise pas ses projets économiques comme le fait la Russie, et attire moins la méfiance des pays voisins.

Par ailleurs, Vladimir POUTINE nourrit le projet de « La Grande Eurasie », qui consiste à militer pour une intégration régionale plus poussée en Eurasie, ce qui passe par la consolidation des liens entre organisations régionales. Dans cette perspective, la Russie a besoin de collaborer avec la Chine au sein de la BRI. Cependant, le projet de la Grande Europe a été rejeté par l'Union Européenne. Ce refus présente un désavantage mutuel. D'une part, l'UE se met dans une position défavorable face à la Russie, car à travers ce projet, l'UE aurait pu influencer le continent eurasiatique<sup>14</sup>. En conséquence, les décisions prises dans le cadre de la Grande Europe relèveront de l'UEE, de la Chine (avec la BRI) et des BRICs. Mais d'autre part, ce rejet symbolise aussi l'échec stratégique de la Russie dans ses ambitions de se forger une position de force en occident<sup>15</sup>.

Enfin, l'ensemble des BRICs constitue un puissant levier pour la Russie et un possible facteur d'intégration de l'UEE<sup>16</sup>. Depuis leur réunion en 2009, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine s'accordent sur un point commun : ils se sentent exclus des institutions internationales occidentales. La Russie s'est penchée vers ce partenariat à mesure que les relations tendues avec l'Ukraine l'éloignaient toujours plus du bloc occidental. Face à ce bloc, la Russie voit d'autant plus l'intérêt de s'associer aux BRICs pour promouvoir l'UEE. Les visées russes à travers le projet de coopération avec les BRICs passent par de nombreux projets : la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse, un accord gazier sino-russe (projet sur trente ans), mais aussi une coopération sur haute technologie de défense avec l'Inde.

---

<sup>13</sup> Statistiques de l'UEE, dans Iana Dreyer et Nicu Popescu, *The Eurasian Customs Union : The economics and the politics*, (2014), EUISS Brief.

<sup>14</sup> <https://geopolitics.co/2019/11/07/the-rise-of-multipolarity-through-greater-eurasia/>

<sup>15</sup> <https://carnegie.ru/2017/07/20/russia-s-evolving-grand-eurasia-strategy-will-it-work-pub-71588>

<sup>16</sup> MARCHAND Pascal, « La Russie et l'espace eurasiatique », *Géoéconomie*, 2014, disponible en ligne via: <https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2014-4-page-151.htm%3E>

## Le futur de l'UEE à la merci d'une position russe plus flexible ?

L'UEE est née d'une volonté commune des ex-pays de l'URSS se s'allier pour reconstruire leur rayonnement politique, économique et industriel. Malgré quelques signes positifs de relance commerciale, l'union comporte de nombreuses limites qui entravent son développement : l'échec d'un consensus sur une monnaie commune, les variations des taux de change qui influencent les échanges internes, la dépendance financière à la Russie et les répercussions sur les économies locales.... Le principal facteur de désorganisation tient à l'échec répété à parvenir à des accords sur des politiques qui auraient pu donner une cohérence à l'union (politiques monétaires, projets énergétiques etc.). L'Union n'a jamais vraiment pu se développer sans la participation de l'Ukraine, dont les relations avec la Russie sont exécrables depuis 2014. L'absence de l'Ukraine au sein de l'Union compromet significativement les ambitions de Vladimir POUTINE : une Eurasie intégrative et influente vis-à-vis de l'occident. Cela montre par ailleurs qu'une des clés du succès de l'UEE doit résider en la capacité diplomatique de la Russie, qui aujourd'hui n'est pas entièrement positive : il faut que la Russie use plus de son soft power, qu'elle joue davantage le rôle de modératrice dans ses liens diplomatiques comme dans les choix qu'elle fait au sein de l'UEE. Il doit être remédié au déséquilibre apparent entre les membres. La situation actuelle laisse penser que l'UEE n'est qu'un outil parmi d'autres pour assurer le succès économique de la Russie.

Pourtant, l'actualité récente montre que l'UEE reste au cœur de sa stratégie diplomatique de la Russie, notamment pendant l'épidémie de Covid-19 : la Russie a placé l'Eurasie au centre de ses préoccupations stratégiques. Elle a ainsi accordé un prêt de 217 millions d'euros à la Moldavie sur 10 ans, avec un taux de 2%. L'Eurasie est donc une priorité diplomatique fondamentale pour la Russie, d'abord afin de consolider son influence dans les Balkans face à celle de l'Union Européenne et de la Chine ; mais surtout parce que l'Eurasie est le moyen pour la Russie de s'ériger en pôle de puissance incontournable face à ce qu'elle considère relever de l'impérialisme américain. L'intégration régionale eurasiennne dont la Russie serait le centre est le cœur de la stratégie de rayonnement géopolitique et économique russe.



[publications@jeunes-ihedn.org](mailto:publications@jeunes-ihedn.org)